

Mémoire présenté au Comité permanent de la justice et des droits de la personne concernant les audiences sur l'islamophobie de 2024

Déposé par Adrian Deveau, Karina Roman Justo et l'Art History Decolonial Action Group

Nous nous appelons Adrian Deveau, candidat au doctorat au Département d'histoire de l'art de l'Université Concordia, et Karina Roman Justo, récemment diplômée d'une maîtrise de ce même département. Nous déposons ce mémoire au nom de nos collègues, de nos pairs et des membres de l'Art History Decolonial Action Group. Le groupe a été formé en octobre après avoir connu beaucoup de frustration, d'isolement et de peur en raison de notre soutien à l'égard de la Palestine.

Dans ce mémoire, nous souhaitons mettre l'accent sur nos expériences vécues à la suite des événements du 7 octobre 2023 ainsi que sur les raisons pour lesquelles nous craignons des répercussions de notre activisme sur nos carrières et nos vies universitaires. Il y a de véritables conséquences; il ne s'agit pas d'un simple sentiment de malaise. De plus, nombre de preuves des mesures prises contre l'activisme pro-palestinien sont documentées¹. Il y a aussi considérablement d'exemples de mesures prises contre les personnes qui ont parlé de la Palestine dans le milieu des arts et des institutions, particulièrement dans les musées².

Il est aussi important de noter que plusieurs de nos collègues qui ont adopté une position pro-Palestine sont des étudiants internationaux, racisés ou autochtones, ce qui les met plus à risque de subir des répercussions pour leur activisme.

La discrimination, l'intimidation et le harcèlement que nous avons subi, en plus de l'incapacité de notre université à soutenir ou, du moins, à reconnaître le problème en question qui continue de peser sur la grande majorité des étudiants, sont des formes de racisme institutionnel, notamment du racisme anti-musulman (aussi appelé islamophobie) et du racisme anti-palestinien (RAP). Le RAP est défini comme du racisme qui « comporte la déshumanisation et l'effacement du peuple palestinien. Il peut être implicite, manifeste, systémique et structurel. Il est perpétré au sein de la société canadienne, notamment par les élites économiques, sociales, intellectuelles et politiques³ ».

¹ Wilfred Chan, « 'The Palestine Exception': Why pro-Palestinian Voices Are Suppressed in the US », *The Guardian*, 1^{er} novembre 2023, section « World news », <https://www.theguardian.com/world/2023/nov/01/palestine-us-activism-firings-speech>; Brishti Basu, « 'Chilling Effect': People Expressing pro-Palestinian Views Censured, Suspended from Work and School », *CBC News*, 22 décembre 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/chilling-effect-pro-palestinian-1.7064510>.

² Brishti Basu, « ROM Backtracks after Trying to Alter Palestinian Artists' Work over 'Heightened Sensitivities' », *CBC News*, 3 novembre 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/rom-apologizes-palestinian-artists-1.7017217>; Jo Lawson-Tancred, « Fallout Over the Surprise Departure of Art Gallery of Ontario's Indigenous Curator Escalates », *Artnet News*, 24 janvier 2024, <https://news.artnet.com/art-world/fallout-over-the-surprise-departure-of-art-gallery-of-ontarios-indigenous-curator-e-scalates-2422632>.

³ Palestinian-Canadian Academics and Artists Network, « What Is Anti-Palestinian Racism? », *PCAAAN*, consulté le 21 juin 2024, <https://pcaan.org/> [TRADUCTION].

Depuis les événements du 7 octobre 2023, il y a un sentiment généralisé de malaise et d'inquiétude qui règne parmi les étudiants quant à la façon dont ils ont été traités. Lorsque des étudiants ont envoyé une lettre à l'administration de l'histoire de l'art pour lui signaler leur intention de faire une grève le 20 octobre 2023, soit à la suite d'une incitation à une grève mondiale afin de faire preuve de solidarité envers les Palestiniens, plusieurs de ces étudiants ont été contactés par un membre du corps professoral qui les a questionnés à propos de la signature de la lettre. Les étudiants ont eu l'impression que le membre du corps professoral les réprimandait pour leurs actions et leur soutien à la Palestine.

De même, lorsqu'une lettre ouverte du groupe, écrite anonymement à ce moment-là, a été publiée, les membres du corps professoral se sont efforcés de trouver les noms des étudiants qui avaient écrit la lettre anonyme. Nous sommes encore incertains de la raison pour laquelle le contenu de la lettre n'était pas suffisant pour comprendre les demandes des étudiants et pour régler les problèmes soulevés. Nous ne comprenons pas non plus pourquoi la priorité était plutôt de découvrir qui avait écrit la lettre, vraisemblablement dans le but de réprimander les étudiants.

La désinformation est devenue un autre moyen de mettre fin à l'activisme des étudiants et d'exprimer des sentiments anti-palestiniens envers eux. Un membre du corps professoral a mentionné aux étudiants que parler de la Palestine pouvait entraîner des actions en justice et des mesures disciplinaires et que, pour cette raison, le sujet devait être tu. Ce genre de désinformation n'a fait qu'accroître les craintes des étudiants, multiplier les manières de les contrer et intensifier les inquiétudes concernant les personnes dignes de confiance et celles qui ne le sont pas. La responsabilité de déboulonner cette désinformation s'est également retrouvée à peser sur les épaules des étudiants. L'université n'aurait-elle pas pu régler cette situation tout simplement en ayant une conversation ouverte avec les étudiants?

Le 9 novembre 2023, des sionistes qui ne faisaient pas partie de la communauté universitaire ont attaqué des étudiants à l'Université Concordia. L'attaque a blessé plusieurs étudiants et les policiers ont été appelés pour intervenir sur le campus⁴. Deux semaines plus tard, à Burlington au Vermont, à deux heures au sud de Montréal, trois étudiants palestiniens ont été la cible de tirs pour avoir parlé arabe et avoir porté leur keffieh, symbole de leur origine⁵.

Ces deux incidents ont engendré un climat d'inquiétude parmi les étudiants, particulièrement ceux ayant un contrat d'assistant à l'enseignement, qui ont indiqué à leur superviseur qu'ils craignaient que des étudiants sionistes les attaquent puisque leur nom était rendu public et qu'ils sont d'origine arabe. Le corps professoral a plutôt décidé de dire à ces étudiants de prendre un congé lié au stress ou de simplement appeler la sécurité si quelque chose se produisait. Il a préféré ignorer et minimiser ce que les étudiants palestiniens subissent depuis 76 ans et ignorer les préoccupations valables des étudiants propalestiniens à l'égard de leur sécurité.

⁴ Abby Cole et Diane Yeung, « Confrontation between Israeli and Palestinian Students Turns Violent », *The Link*, 9 novembre 2023, <https://thelinknewspaper.ca/article/confrontation-between-israeli-and-palestinian-students-turns-violent>.

⁵ The Associated Press, « Vermont Man Charged with Attempted Murder in Shooting of 3 College Students of Palestinian Descent », *CBC News*, 27 novembre 2023, <https://www.cbc.ca/news/world/palestinians-students-shot-vermont-1.7040774>.

Le silence et l'indifférence nous ont bien fait comprendre que les préoccupations des étudiants n'avaient tout simplement aucune importance. Chaque fois qu'un étudiant approche l'université ou l'administration de son département, il est dirigé vers une solution bureaucratique ou on lui conseille d'appeler la sécurité. Nous nous heurtons constamment à un système qui ne parvient pas à comprendre les difficultés des Palestiniens, ce qui renforce la crainte de plusieurs étudiants racisés à soulever leurs préoccupations légitimes.

L'idée que les étudiants doivent appeler la sécurité pour être protégés de leurs pairs va à l'encontre des valeurs du débat ouvert et de l'esprit de la liberté intellectuelle qui font partie intégrante de l'environnement universitaire. Comment peut-on améliorer la situation en augmentant la violence et la surveillance? Comment protège-t-on les étudiants vulnérables pour qui un casier pourrait nuire à leur statut au pays?

On a également ordonné aux étudiants de rester « neutres » dans le cadre de leur activisme et de l'enseignement. Ces demandes de neutralité sont particulièrement provocantes pour plusieurs d'entre nous étant donné que, jusqu'à présent, notre programme d'études n'a jamais été neutre. En effet, les cours ne sont pas neutres lorsqu'il est question d'esclavage, des pensionnats autochtones, de la violence des colons et de l'esclavage sous contrat, mais dans le cas de la Palestine et de la violence qui y règne, il faut demeurer neutre. La demande de faire preuve de neutralité au sujet de la Palestine empêche notre corps professoral de réapprendre et de remettre en question ses préjugés contre la Palestine, ce que prônent les autres initiatives de décolonisation, tout en empêchant les étudiants d'exprimer leur point de vue sur un génocide d'actualité.

Cela est surtout présent dans les programmes d'études en histoire de l'art, qui ne font pas part de l'histoire palestinienne dans la culture visuelle et matérielle. La Palestine n'existe pas dans le monde prétendument « décolonisé » de notre département et aucun effort concret n'a été entrepris pour résoudre la situation. Nous percevons cela comme un autre exemple de RAP. Au bout du compte, c'est une question d'éthique et de moralité. Quels principes éthiques orientent les aspects pédagogiques de notre université?

Pris entre deux feux, ce sont les étudiants qui font le nécessaire pour créer des espaces où réapprendre les uns des autres, sachant que cela pourrait nuire à leur carrière.

En tant qu'étudiants, nous nous inquiétons également d'une éventuelle adoption obligatoire et codifiée de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, qui regroupe l'antisionisme et l'antisémitisme⁶. Cette mesure ne peut effacer le racisme systémique qui existe et perpétue le RAP, l'islamophobie et même l'antisémitisme. Afin de remplir sa fonction au sein d'une société démocratique, l'université doit être exempte de l'ingérence des donateurs et de toute visée politique partisane de sorte à cultiver un espace propice au dialogue et à la discussion.

Fondamentalement, le problème demeure que les universités sont trop peu financées par les gouvernements et adhèrent donc aux visées des donateurs; les professeurs évitent les sujets « tabous » et ne montrent aucun soutien envers les Palestiniens de peur de subir des mesures disciplinaires ou de perdre leur financement pour la recherche. Alors, à l'université, le coût de la recherche est l'ignorance d'un génocide jusqu'à ce qu'il devienne un fait historique, moment où il pourra alors être abordé en classe et servir à obtenir plus de financement.

⁶ Kenneth Stern, « I Drafted the Definition of Antisemitism. Rightwing Jews Are Weaponizing It », *The Guardian*,

13 décembre 2019, section « Opinion », <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/dec/13/antisemitism-executive-order-trump-chilling-effect>; Jasmin Zine, Greg Bird et Sara Matthews, « Critiquer Israël ne relève pas de l'antisémitisme, mais de la liberté académique », *ACPPU*, décembre 2020, <https://www.caut.ca/fr/bulletin/2020/12/tribune-libre-critiquer-israel-ne-releve-pas-de-lantisemitisme-mais-de-la-liberte>.